



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

90-91 | 2002
Monnaies : pluralités – contradictions

La thune, le flouze, le blé en euro

Analyse socioéconomique des conditions d'une transition monétaire

Cash, Lolly, Dough in Euro : A Socio-Economic Analysis of the Conditions of a Monetary Transition

Jean-Michel G. Servet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2280>

DOI : 10.4000/jda.2280

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2002

Pagination : 231-260

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Jean-Michel G. Servet, « La thune, le flouze, le blé en euro », *Journal des anthropologues* [En ligne], 90-91 | 2002, mis en ligne le 21 décembre 2010, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2280> ; DOI : 10.4000/jda.2280

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Journal des anthropologues

La thune, le flouze, le blé en euro

Analyse socioéconomique des conditions d'une transition monétaire

Cash, Lolly, Dough in Euro : A Socio-Economic Analysis of the Conditions of a Monetary Transition

Jean-Michel G. Servet

- 1 Le passage à l'euro qu'ont connu entre 1999 et 2002 les populations d'un grand nombre de pays d'Europe occidentale est une expérience à grande échelle de changement monétaire, qui en tant que telle peut être reconnue comme un révélateur de la complexité du fait social qu'est la monnaie. L'opportunité de pouvoir en faire l'analyse est aujourd'hui exceptionnelle¹ dans la mesure où aucune société n'a connu en ce domaine un changement de cette ampleur, d'un point quantitatif et qualitatif, en dehors d'espaces géographiques beaucoup plus restreints et de contextes d'un changement explicitement politique fort (on peut penser ici pour le XIX^e siècle aux multiples unifications dont l'Allemagne et l'Italie ont donné l'exemple² ou aux démonétisations et remonétisations induites par les colonisations européennes en Afrique³, en Amérique, en Asie et dans le Pacifique) ou de crise économique profonde telle que l'hyperinflation (les expériences du Brésil⁴ ou de l'Argentine), ou une conjonction des deux révolutions (la création du franc à la fin du XVIII^e siècle ou les changements ayant affecté en Russie le rouble après les bouleversements politiques de 1917, puis de 1990).
- 2 Chacun est aujourd'hui parfaitement conscient qu'un tel changement ne peut pas être interprété seulement comme le passage de la conduite à droite en Suède, le remplacement de l'oka par le kilogramme en Grèce ou la comparaison des échelles des degrés de température en Celsius et Fahrenheit. Autrement dit le passage à l'euro n'est pas une simple modification de l'échelle des prix et une introduction de nouvelles pièces et billets, qui seraient comparables à ce que vit un touriste lorsqu'il voyage dans un pays étranger, même si dans sa vie pratique au quotidien les problèmes se posent à chacun d'abord sous cette forme. Pour appréhender ce qui peut apparaître comme un niveau supérieur, idéologique, culturel et politique, à savoir la disparition apparente de l'appartenance monétaire nationale et donc d'un symbole d'appartenance, il n'est pas sûr pour autant que les modèles hérités du national étatisme du XIX^e siècle puissent être

pertinents ; ce serait trop rapidement réduire ce changement et cette supposée perte à une fixation acceptée ou contrainte de la dimension nationale à un niveau supérieur de décision et de choix collectifs.

- 3 Toutefois, tous les sondages d'opinion ont montré un attentisme très fort des populations européennes, qui faisait craindre pour les uns et espérer pour d'autres un rejet de la monnaie nouvelle ; et malgré depuis 1999 la définition de l'euro comme monnaie légale de onze puis douze pays, réduisant florin, franc, mark, lire, peseta, drachme, etc., leurs anciennes monnaies nationales, à des subdivisions de l'euro, et en dépit de ses usages scripturaux, particulièrement sur les marchés financiers, le changement introduit par l'euro est longtemps apparu à l'immense majorité des Européens essentiellement virtuel. A l'automne 2001, à quelques semaines de la disparition des anciennes monnaies nationales, régnait une attitude attentiste dans des populations qui, toutes catégories confondues, se disaient : « on aura bien le temps de voir quand il sera là ». Quand les caissières d'hypermarché demandaient à un client si son chèque était en euro ou en franc, il était fréquent que le client réponde : « non, normal. En franc », ou bien « non, en franc français », comme si l'euro était alors une monnaie étrangère. Les populations l'ont ensuite, quand il est apparu sous forme de pièces et de billets, très rapidement intégré comme nouveau moyen de paiement, en particulier parce que la monnaie est essentiellement pensée sous sa forme « sonnante et trébuchante » des pièces ou palpable des billets.
- 4 A défaut de son usage légal, l'euro n'a donc pendant des mois pris corps qu'à travers des dessins de journaux et de magazines et les métaphores personnifiantes (la naissance de l'euro), religieuses (le passage, la conversion à), sportives (les critères de sélection pour entrer dans le club), etc. qui ont abondé dans la presse et lui ont alors donné une réalité toute particulière.
- 5 Sa forme tangible est apparue à la mi-décembre avec des sachets de pièces (avec des variantes nationales car par exemple vendus en France et distribués gratuitement à tous les Néerlandais), sachets qui, s'ils ont connu un succès certain, n'ont pas tous trouvé preneurs ; puis massivement l'euro a envahi tiroirs-caisses et porte-monnaie début janvier sous forme à la fois des pièces et des billets, alors qu'en tant qu'unité de compte l'euro existait depuis trois ans, sans que les populations aient dans leur immense majorité intégré cette dimension.
- 6 Pour comprendre ce changement d'unité monétaire vécu, c'est-à-dire subi ou désiré, par trois cent millions d'Européens et l'analyser comme un fait social, la monnaie doit être comprise dans ses trois dimensions, à savoir :
 - un rapport à soi-même,
 - un rapport aux autres,
 - et un rapport au collectif formant un tout qui dépasse les individualités des personnes et des groupes (autrement dit la souveraineté de la totalité sociale).
- 7 Le lien monétaire mobilise en effet des niveaux interdépendants :
 - celui de l'organisation et du fonctionnement qui permettent les échanges,
 - celui de la solidarité et de la dynamique des rapports sociaux,
 - et celui de l'intégration à toute collectivité à travers la reconnaissance et l'expression d'une souveraineté et d'une hiérarchie en valeurs (Birouste, 1997 :1).
- 8 C'est à travers les trois dimensions interdépendantes du rapport à soi, aux autres et à la totalité sociale, que peut être saisi le mouvement de construction sociale de la confiance

dans une monnaie et tout changement monétaire induit un degré de mise en cause de la confiance dans l'institution monétaire. L'introduction de l'euro n'échappe pas à ce processus et à cette règle⁵.

- 9 Le lien monétaire est donc à la fois :
- intime et individuel, quand la personne mentalise consciemment ou inconsciemment ses relations d'existence en termes monétaires, quand, comme le montre certaines études psychanalytiques, « l'argent » fait corps avec la personne et est un élément de son identité (Anzieu, 1974).
 - social (à travers la fonctionnalité des échanges et les relations de solidarité d'une part et les relations de souveraineté impliquant l'Etat comme incarnation du collectif d'autre part).
- 10 Ce qui est en jeu dans ces rapports à « l'argent » interpellés par le passage à l'euro ce ne sont pas les autres en tant qu'agrégat d'individus agissant selon une logique fondée sur le seul intérêt personnel. Se trouve interpellé l'invisible du grand Autre faisant totalité sociale (Aglietta, Orléan, 1998). Si l'argent est au cœur tant de l'intime que du collectif et est un élément essentiel des attachements de l'individuel au collectif, rien d'étonnant que l'introduction de l'euro puisse être porteuse d'inquiétudes et de promesses, et de tensions contradictoires entre ce qui est espéré ou redouté, chacun étant, par les contraintes de sa situation particulière et de son vécu immédiat et passé, porteur d'un degré différent d'inquiétudes et d'espairs. Le moi, le rapport aux autres et le rapport au collectif sont interpellés par un changement monétaire ; si la réponse aux changements ne se fait que dans des dimensions fonctionnelles, qui constituent une part mais une part seulement du rapport à soi et du rapport aux autres, sans poser explicitement les questions du vivre ensemble et des rapports de souveraineté, le vécu monétaire au quotidien sera celui d'une incomplétude.
- 11 Ce schéma à trois dimensions (soi, les autres et le tout) permet de comprendre les problèmes pratiques posés dans la transition monétaire tant à travers leurs déterminations plus générales, en particulier politiques, que psychologiques et intimes. Le passage à l'euro peut être notamment un moment d'interrogations par les Européens sur leur rapport à la nationalité, à la citoyenneté européenne nouvelle en émergence et aux résurgences de citoyennetés locales alors que les formes institutionnelles de subsidiarité des processus de prise de décision sont en débat. Toutefois, ce schéma permet aussi de ne pas uniformiser le changement et les réactions qu'il provoque de façon évidente pour les uns mais masqué pour d'autres et il permet de comprendre que ce même événement historique n'est pas vécu de la même façon par tous ses acteurs actifs ou passifs, selon leur situation en termes d'itinéraire de vie, d'âge, de sexe, de niveau d'éducation, de revenus, etc. et leur psychopathologie face à l'argent (le plaisir ou la douleur de le retenir ou le dépenser) mais, au-delà, face à l'avenir comme appréhension des risques et des changements eux-mêmes.
- 12 Nous partirons ici du macrocosme, la face politique de l'euro, pour aboutir au microcosme, les relations intimes de chacun dans sa gestion du quotidien et dans son rapport aux autres à travers ses échanges monétaires. Toutefois, à chacun des niveaux que nous analysons notre démarche est essentiellement fondée sur une approche à micro-échelle du changement. Il faut comprendre les représentations de la totalité monétaire (ou son absence), fixer le cadre général de la souveraineté monétaire, pour interpréter gestes avec et paroles sur l'euro, devenu en quelques heures pour certains, quelques jours pour d'autres, la monnaie de paiement, si ce n'est encore de compte, de tous les jours.

1. La face politique de l'euro : une vision confuse de l'Etat

- 13 Comprendre la face politique de l'euro nécessite d'abord d'affirmer que ce fondement essentiel du fait monétaire n'est pas aujourd'hui la face la plus visible de la monnaie nouvelle. Elle ne l'est pas notamment en raison des modes de communication choisis par les autorités publiques sur le sujet : gardons en mémoire l'image télévisée de ces gouvernants pour la plupart muets sur le sens politique de l'événement mais se donnant en spectacle à faire leurs courses, qui dans une boulangerie, qui chez un fleuriste. Seuls les opposants souverainistes donnaient une dimension politique à l'événement et devenaient en quelque sorte, but non recherché par eux, des promoteurs de la dimension européenne de l'euro. Mais surtout, et la première raison ici évoquée en dépend, la dimension politique est peu lisible parce que l'idéologie dominante – au sens d'une logique culturelle des idées – inscrit le monétaire et le financier dans le vaste ensemble des pratiques dites économiques, supposées non seulement être autonomes des autres faits sociaux mais pour beaucoup apparaissant comme plus déterminantes et plus contraignantes. Toutefois, cette croyance économiste ne peut faire échapper l'euro et les monnaies modernes aux fondements sociaux et politiques de l'institution monétaire des sociétés humaines⁶. Il convient alors d'inscrire ce changement de monnaie, et ce qui peut apparaître comme des imperfections dans la transition supposée du national au supranational, dans le processus contemporain de transformation de l'Etat par subsidiarité.

Un élément de la croyance monétaire : l'économisme

- 14 L'économisme étant un élément général puissant de l'ordre de l'inconscient monétaire dans les cultures européennes contemporaines, ses faux-semblants permettent de penser et de faire comme si la monnaie n'était ou n'était devenue qu'un intermédiaire des transactions économiques et était d'abord un instrument de paiement avant d'être une unité de compte.
- 15 Cette domination contemporaine de l'économisme dans l'appréhension des faits monétaires et financiers a facilité la transition des anciennes monnaies nationales à l'euro. Contrairement aux anticipations des milieux dits souverainistes, les populations ont massivement raisonné essentiellement, non par réflexes immédiatement politiques, mais sur la base des difficultés anticipées par eux dans la transition, et les autorités publiques les ont fortement encouragées à le faire en leur proposant des solutions pratiques de cette nature.
- 16 Ces faux-semblants économistes et ces silences sur les choix de société ont permis d'échapper de façon frontale à l'analyse politique des changements en cours (dont l'euro est à la fois un messenger et un véhicule potentiel) et ceci permet de comprendre l'attitude des populations européennes qui, contrairement aux attentes de certains, ont massivement plébiscité l'euro en se débarrassant, dans des délais beaucoup plus courts que ceux qui avaient été anticipés par les autorités publiques, des moyens de paiement libellés dans les anciennes monnaies nationales, alors que le plus grand nombre ne raisonne encore qu'avec des échelles de prix en anciennes monnaies nationales.

Les dimensions nouvelles de l'Etat

- 17 Doit-il exister une cohérence parfaite entre un niveau politique supposé européen et l'émission des monnaies nouvelles en euro et par exemple la faiblesse de l'euro sur les marchés internationaux entre 1999 et 2001 est-elle principalement due à la défaillance des institutions européennes et à la faiblesse de l'intégration politique de l'Union ? Autrement dit, y a-t-il doute par rapport à l'euro et à sa valeur par rapport à la livre sterling, au dollar, au franc suisse ou au yen, parce qu'il n'y aurait pas d'Etat européen ?
- 18 Pour répondre à ces questions, d'un point de vue interne c'est-à-dire des Européens, il est indispensable d'interroger la nature de l'Etat aujourd'hui dans les sociétés dites occidentales. Du fait des principes actifs de subsidiarité, on constate une implosion de l'Etat traditionnel et de la force et de la cohésion publiques qui ne se situent plus seulement à un niveau national gouvernemental. Les champs d'intervention étatique sont redéfinis par le haut avec des niveaux supranationaux (par exemple fédéraux ou confédéraux européens, voire mondiaux pour ce qui est du traitement de certaines formes de délinquance économique ou financière et de problèmes environnementaux) et par le bas avec des niveaux régionaux et locaux dans le cadre de la décentralisation.
- 19 L'Etat au sens traditionnel du terme se trouve en quelque sorte éclaté entre ces différents niveaux et cela ne peut pas ne pas avoir de conséquences pour ce qui est de la gestion monétaire des monnaies nationales et dans l'émergence de formes de subsidiarité monétaire (Blanc, 2001).
- 20 Ces interrogations rencontrent aussi la question de la dette sociale, autrement dit les craintes de la remise en cause de la protection sociale, nous y reviendrons, dans le cadre de ce que l'on désigne comme la construction européenne⁷. Les inquiétudes qui ont pu porter sur l'évolution de la valeur de l'épargne voire des retraites (en Allemagne ou aux Pays-Bas), des prix (par exemple en France), représentent aussi une inquiétude sur les garanties que les Etats sont capables de donner quant à l'avenir. Au-delà de l'euro ces questions sont posées et même si un lien de causalité n'est pas directement établi entre les différents phénomènes, la conjoncture est pensée comme commune par l'ensemble des Européens.
- 21 Un autre problème est lié à la croyance d'un Etat démocratique fondé sur la représentation d'élus alors qu'aujourd'hui un nombre croissant de questions sont traitées dans des commissions d'experts voire de représentants autoproclamés de telle ou telle catégorie. C'est de la sorte qu'ont de fait été choisis au niveau européen le type des pièces et des billets et de nombreuses modalités des transitions monétaires. C'est aussi ainsi que doivent être comprises les tensions qui se sont manifestées au sein de la Commission européenne entre les ex-directions générales XXIV et II pour inclure et donner priorité, ou non, aux problématiques sociales et pratiques monétaires concrètes et donc dépasser les conceptions essentiellement macroéconomiques prévalentes pendant très longtemps ; la fixation de la date de transition au 1^{er} janvier avec tous les surcoûts que cela a induit, par rapport à ce qu'auraient été les coûts pour une transition au 1^{er} novembre ou au 31 mars, apparaît comme le résultat de choix fixés au départ en oubliant ou en se méprenant sur les contraintes pratiques de la transition⁸. La réduction du temps de double circulation entre les anciens et les nouveaux instruments monétaires (initialement prévue pour six mois sauf en Allemagne, pays partisan d'un « big-bang » monétaire) est le résultat également de pressions de représentants non élus et d'experts de la société civile

pour que soient pris en compte ces problèmes pratiques. « Je veux que ma vieille mère comprenne ce qui se passe » disait Emma Bonino, la commissaire chargée à la Commission de la protection des consommateurs, qui a encouragé de nombreuses initiatives de terrain en ce sens, repris et adaptés ensuite dans la plupart des pays.

La question du statut de la Banque centrale

- 22 Pour ce qui est de la Banque centrale européenne, elle reflète aussi cette évolution du politique. On doit toutefois remarquer que quand la gestion monétaire se trouvait au niveau national, les politiques monétaires n'étaient jamais en tant que telles approuvées dans les assemblées élues. Et pour ceux qui affirment que la Banque centrale européenne n'a pas de dimensions politiques et est en dehors des Etats, diraient-ils la même chose des conseils constitutionnels ou des conseils d'Etat qui, dans la plupart des démocraties modernes, sont désignés selon des modalités et des principes qui ne sont pas fondamentalement différents ?
- 23 La difficulté est que ce processus en cours de redéfinition de l'Etat, est non seulement largement inachevé : son terme est incertain. Il y a des formes en évolution, en discussion dans des rapports de force à l'issue inconnue. Ceci se traduit au jour le jour dans la gestion de la politique monétaire et dans les formes mêmes de la monnaie, comme nous allons le voir.
- 24 Cette complexité du statut de la monnaie nouvelle par rapport aux autorités européennes d'une part et aux autorités nationales d'autre part se traduit bien évidemment par le fait que ce n'est pas la Banque centrale européenne qui a imposé aux différents membres de l'Union les détails des conditions pratiques du passage. On observe ainsi qu'en Allemagne le mark a cessé d'avoir pouvoir libératoire légal le 31 décembre 2001 à minuit, mais qu'il a été de fait accepté par les commerçants jusqu'en fin février 2002, que la date légale de fin de la double circulation est le 28 janvier aux Pays-Bas, le 9 février en Irlande, le 17 février en France et le 28 février dans les huit autres pays de la zone euro.

Les instruments monétaires, symboles de l'état de l'Union

- 25 D'une certaine façon, l'image des pièces et des billets et les symboles qu'ils comportent expriment cette situation institutionnelle nouvelle complexe.
- 26 La présence d'une face nationale et d'une face européenne sur les pièces expriment bien l'ambivalence de l'euro qui n'est pas pleinement une monnaie unique européenne mais qui est la monnaie nationale de la France, la monnaie nationale de l'Italie, la monnaie nationale de l'Allemagne, etc. ; par sa face identique dans l'ensemble de ces pays, elle paraît unique dans les pays de la zone euro, et au-delà au Kosovo, au Vatican, à Monaco, Saint-Marin, etc., par exemple ; elle devient commune par les usages autorisés dans les pays de l'Union non adhérents à l'euro ou dans les pays de l'Europe centrale et orientale candidats à l'intégration, voire aussi dans un pays tel que la Suisse où un certain nombre de commerces acceptent les paiements en euro.
- 27 On remarque notamment des symboles faibles d'intégration (si on les compare au *In God we trust* du dollar américain, aux figures des souverains dans plusieurs pays ou au rappel de la loi sur les billets français) ; ce sont des bâtiments imaginaires n'existant nulle part et une carte géographique sans frontières précises, qui comprend même une partie de l'Afrique du Nord et la Turquie. La signature est peu lisible mais l'on dit que les éléments

sécuritaires ont été très renforcés par rapport aux anciens et aux autres billets en circulation. D'une certaine façon dans cette logique les processus sécuritaires l'emportent sur la construction de la confiance (alors que les deux mécanismes d'un point de vue socioéconomique doivent être compris comme étant tout à la fois complémentaires et opposés). Cette insistance mise sur les formes matérielles sécuritaires (en particulier pour ce qui est des billets) est aussi une manifestation de l'approche économiste et utilitaire de la monnaie.

- 28 Toutefois, n'imaginons pas que cette faiblesse des symboles d'intégration européenne sur les instruments monétaires est un obstacle insurmontable à la manifestation d'identité commune. Dans nos enquêtes nous avons relevé les réactions particulières face aux images des billets en euro de personnes immigrées ; elles voyaient dans les cartes sans frontières, les ponts et les fenêtres le symbole d'une Europe accueillante et ouverte ; certaines personnes âgées ont souligné le rejet des risques de conflits armés et un désir de paix, à la vue d'une carte sans frontière, etc. Ce ne sont pas les populations les plus âgées ou les plus pauvres qui sont nécessairement les plus hostiles à ce changement monétaire (les résultats sont en cela différents de ceux des votes pour le traité d'Union où l'on voyait que le vote pour le oui était fortement déterminé par le niveau d'éducation et le vote pour le non par le faible niveau de revenu et de scolarisation). L'image des billets en euro qui circulent depuis le premier janvier 2002 est de tout autre nature que celle de symboles nationaux hérités des républiques nationalistes et des monarchies absolues et elle peut aussi donner à penser, voire à rêver.
- 29 Nous ne développerons pas plus longuement l'analyse de la face politique de l'euro pour en venir aux dimensions pratiques de la transition à l'euro dans les rapports qu'une monnaie mobilise dans les relations à soi et aux autres.

2. Une interprétation de quelques problèmes pratiques de la transition

- 30 Les problèmes pratiques de l'introduction de la monnaie nouvelle peuvent être traités sur un mode anecdotique ; chacun a son récit des réflexions recueillies ici, de difficultés rencontrées personnellement ou dans son entourage, d'erreurs d'appréciation commises, de petits gains ou pertes, etc. Un risque potentiel important résidait notamment dans une incompréhension de la règle des arrondis au centime d'euro inférieur jusqu'à cinq millièmes d'euro, ou supérieur au-delà, ce qui produit nécessairement des effets pouvant apparaître surprenants, tel que le timbre à 3 francs soit 0,46 centimes d'euro, somme équivalente à 3 francs et deux centimes de francs ; le produit à 10 francs qui après une double conversion franc/euro et euro/franc se trouve à 9 francs 97, etc. Pour éviter tout conflit potentiel avec leurs clients, certains magasins ont fixé tous leurs prix à des niveaux qui ne créent pas d'écart lors des doubles conversions. En fait, la transition s'étant opérée très rapidement et la volonté des consommateurs d'abandonner le paiement en ancienne monnaie nationale beaucoup plus immédiate qu'elle n'avait été anticipée par les pouvoirs publics, ce problème n'a pratiquement pas émergé et de nombreux commerces de détail affichent des arrondis qui ne respectent pas le taux de conversion sans que cette question pose problème.
- 31 Par contre, les files d'attente sur les lieux de règlement, sans atteindre celles observées aux postes de péage de l'autoroute de Rome le 1^{er} janvier 2002 – neuf kilomètres –, ont

souvent été un des éléments les plus spectaculaires du commerce des biens et services. Les chemins de fer néerlandais avaient estimé que le temps moyen d'une opération d'achat au guichet pouvait quadrupler : il devait passer de 30 secondes pour un paiement en euro rendu en euro, à 60 secondes pour un paiement en florins rendu en euro et à 2 minutes pour un paiement mixte euro/florin rendu en euro. Toutefois, il n'a pas été noté de rébellions particulières des populations, d'hostilité forte contre le changement lui-même en cours, en dépit des espoirs exprimés par certains courants politiques conservateurs, voire de leurs mots d'ordre de boycott. Le temps d'attente prolongé – très variable selon les lieux et les types de commerce et atténué par l'anticipation qui en avait été faite par les commerçants – est apparu comme étant normal à la plupart de ceux qui l'ont subi. L'introduction de ces pièces et billets en euro semblait à certains un jeu, excités par la nouveauté, pour d'autres quelque chose qu'il fallait subir, autrement dit une sucrerie pour les uns, une médication amère pour les autres. Peut-être y avait-il pour beaucoup non seulement le sentiment juvénile de (re)jouer au Monopoly ou à la Bonne paie, mais surtout l'impression d'une sorte de voyage dans le temps, d'une opération qui nous liait collectivement et intimement à des générations futures, transport et legs dont les difficultés pratiques présentes étaient le prix à payer. La monnaie était bien totalité sociale qui lie les communautés au-delà de la vie et de la mort⁹. Adieu émouvant à un temps des cités et des terroirs pour rejoindre un moderne nomadisme. C'est précisément en partie parce que le passage s'effectuait de façon beaucoup plus rapide qu'il avait été anticipé que se révélaient des insuffisances d'approvisionnement et des difficultés dans le stockage des anciennes monnaies¹⁰.

- 32 L'observation des pratiques de paiement est un premier mode d'appréhension du changement. Certains regardent anxieusement et attentivement la monnaie rendue et comptent et recomptent les espèces nouvelles. D'autres ont au contraire une confiance aveugle dans le commerçant – ou font semblant – et déversent un tas de pièces nouvelles en lui demandant de faire le tri pour atteindre la somme demandée. Une solidarité s'est même manifestée entre consommateurs pour aider les plus en difficulté. L'exhibition des billets, pour des montants élevés, est fréquente comme elle l'est dans les zones de duty free des aéroports où l'on peut voir des voyageurs déambuler tenant une liasse de billets, ce qui paraîtrait inconvenant dans tout autre lieu public. Cette attitude – hormis la tradition d'une exposition de la richesse comme chez les maquignons par exemple – est celle à l'égard d'une monnaie qui n'a pas encore trouvé sa valeur, autrement dit que l'on n'estime pas.
- 33 En effet, outre les difficultés de reconnaissance des nouveaux instruments de paiement, au-delà de cette difficulté, pour ce qui est du compte lui-même et de l'échelle des valeurs, un changement d'unité monétaire produit deux effets essentiels qui touchent chacun d'entre nous :
- un effet-revenu,
 - un effet-prix.
- 34 Un effet-revenu se manifeste aussi par exemple dans le cas français (division proche de 6,5) ou allemand (division par 2) car l'euro ayant une valeur supérieure à l'ancienne unité nationale, la division nominale des valeurs et des revenus qui s'ensuit, engendre une impression d'appauvrissement. « Mon RMI ça va être cacahuète » disent certains.
- 35 On doit rappeler que lorsque dans certains pays, par exemple en France, les retraites jusque-là trimestrielles ont été mensualisées, de nombreuses personnes ont eu l'impression d'une perte de revenu et plus généralement de richesse. Ces réactions, qui se

sont traduites par quelques suicides en Italie par exemple, peuvent paraître absurdes à un public éduqué, mais ne doivent pas être négligées dans la mesure où les personnes en difficultés psychopathologiques peuvent trouver dans l'euro des boucs émissaires à leurs angoisses existentielles.

- 36 Un effet-prix se produit mécaniquement à la hausse dans un pays comme l'Irlande dans la mesure où la livre irlandaise représente une valeur supérieure à l'euro, et donc laisse penser qu'il y a accroissement des prix. Dans les autres pays dont l'ancienne monnaie nationale vaut une fraction de l'euro, l'effet-prix joue à la baisse, plus intensivement en Belgique ou en France qu'en Allemagne, mais beaucoup moins dans ces pays qu'en Italie, en Grèce, Espagne ou Portugal qui ont (re)découvert les centimes. Un autre effet prix peut aussi se développer dans tous les pays selon la façon dont est comprise la règle des arrondis et dont sont fixés les nouveaux prix psychologiques par les chaînes de distribution. Ajoutons à cela que certaines personnes affirment à propos de promotions commerciales que « 10% en euro, ça fait plus que 10% en francs ».
- 37 Ces effets-prix et revenus jouent donc en pratique différemment dans les pays de l'Europe du Sud qui découvrent les centimes de l'unité monétaire, dans un pays comme l'Irlande où l'euro représente une fraction de l'ancienne livre, avec des situations intermédiaires, nous l'avons vu, pour le franc belge, le franc français ou le mark par exemple. Cette difficulté est accentuée dans les pays où la valeur de l'euro en ancienne monnaie nationale est une fraction complexe ; le taux de conversion du mark en euro (qui est un rapport proche de un à deux) ou au Portugal (rapport de un à 200) sont beaucoup plus simples que le taux de conversion approximatif de un à 6,5 en France ou de un à 166 en Espagne par exemple.
- 38 Or, les usagers et consommateurs sont plus conscients des pertes (souvent surestimées) que des gains (souvent sous-estimés). Ainsi généralement, les inconvénients réels voire imaginaires du passage à l'euro sont surévalués par rapport aux avantages, ce que l'on observe par exemple à propos de l'impression de fortes hausses de prix qui prévaut chez les consommateurs, à partir d'exemples particuliers, alors que les observatoires statistiques ne relèvent pas de hausses généralisées des prix. On se trouve ici dans le mécanisme bien connu de la propagation des rumeurs.
- 39 Les enquêtes qualitatives que nous avons menées en France sur la préparation du passage à l'euro n'ont pas révélé de différence marquée, pour ce qui est de l'acceptation d'un changement monétaire de ce type, entre « riches » et « pauvres », entre les travailleurs sociaux par exemple et leurs publics de bénéficiaires de minima sociaux¹¹. Ce changement est en effet différent d'opérations de dollarisation des économies, où les intérêts divergents liés aux fonctions de réserve et aux capacités et modes d'épargne des divers groupes sociaux, peuvent apparaître considérables. La différence est fondée essentiellement sur les psychopathologies individuelles dans la gestion de l'avenir, de la même façon qu'il existe des voyageurs qui règlent leur montre en montant dans un avion sur le fuseau horaire du pays de destination, et qu'il y a ceux qui se réfèrent sans cesse à l'heure du pays d'où ils viennent et qui refusent dans leur tête et dans leur corps le changement d'horaire. Les différences d'adaptation s'apparentent aussi aux capacités linguistiques plus ou moins élevées de ceux qui pensent rapidement dans une langue étrangère et ceux qui doivent traduire mot à mot pour comprendre et pour s'exprimer.
- 40 On rencontre certaines personnes en forte précarité affichant un optimisme fort face à leurs capacités personnelles d'adaptation au changement. Ainsi, un jeune d'un foyer d'accueil d'urgence à Bordeaux, interrogé le surlendemain d'une formation euro donnée

dans son centre d'hébergement, formation qu'il avait suivie avec intérêt, expliquait que ce ne serait pas difficile pour lui car « il est bon en calcul » et que pour passer des francs à l'euro il suffisait « de multiplier la somme par la moitié de la somme et de diviser par cent »... On retrouve donc au-delà même de la « fracture sociale » l'opposition entre des optimistes et des pessimistes ! ceux qui sont réticents au changement et ceux qui croient aisément pouvoir y faire face et l'anticiper.

- 41 Si l'on se réfère aux dimensions de la monnaie que nous avons évoquées au début de cet article, ces questions relatives à la gestion de la nouveauté interpellent directement le rapport à soi (est-ce que je vais pouvoir faire face au changement ?) et le rapport aux autres (est-ce que les autres ne vont pas me rouler ?).
- 42 Changer de mode de paiement totalement et le plus rapidement possible a été un premier moyen d'essayer de s'adapter.
- 43 Au-delà de la satisfaction immédiate des pouvoirs publics, pour mesurer les difficultés prévisibles de cette transition il convient de rappeler qu'au Royaume-Uni, en 1971, en dépit d'une information particulièrement intense, un sondage a montré que, un mois et demi après la décimalisation de la livre sterling, 45% des personnes interrogées donnaient une réponse fautive ou n'étaient pas en mesure de répondre à une question simple de conversion de l'ancien système divisant la livre en vingt shillings et le shilling en douze pence au nouveau système divisant la livre en cent pence. De même, lors de tests de manipulation effectués auprès du personnel des agences bancaires et des commerçants avec des billets euro factices, à l'automne 2001, il est apparu un taux d'erreur élevé : entre 3 et 5% du chiffre d'affaires quotidien des entreprises¹². Aux Pays-Bas, une enquête dans les commerces de détail, réalisée moins d'un an avant l'introduction des pièces et des billets en euro sur le double affichage florin/euro, avait révélé 15% d'erreurs dans les taux de conversion ; les boulangers, épiciers, bouchers, cafés-restaurants et coiffeurs étaient ceux qui commettaient le plus souvent des erreurs¹³.
- 44 Une étude, réalisée en France en juin 1997 par l'Union féminine, civique et sociale, montrait que seulement 12,5% des enquêtées sont arrivées à convertir sans calculette des francs en euro, 32% y sont parvenues sans difficulté avec une calculette alors que 19% ont refusé d'essayer et que 34,5% ne sont pas arrivées à poser la division dans le bon sens ; si l'on ajoute qu'environ la moitié des enquêtées ne s'étaient jamais servi d'une calculette et que 10%, même après une démonstration, ne sont toujours pas arrivées à faire la conversion avec calculette, on mesure la difficulté, n'en déplaise à ceux qui s'imaginent qu'il suffit d'initier des techniques « simples comme une calculette » pour favoriser le passage des anciennes monnaies nationales à la monnaie nouvelle. Les enquêtes de terrain sur la préparation à l'euro des populations en situation de précarité économique ou d'exclusion sociale ont montré que des personnes n'ayant pas de difficultés fortes pour faire leurs courses en francs ont beaucoup de difficultés à passer à l'euro sans commettre d'erreur¹⁴.
- 45 Si dans sa vie quotidienne chacun est à la merci d'une erreur dans le rendu de monnaie ou dans l'appréciation du prix d'un bien ou d'un service dans la nouvelle monnaie, les conséquences d'une éventuelle erreur ne sont pas les mêmes pour ceux que l'on peut qualifier de riches ou de pauvres. Ceci peut expliquer une inquiétude plus forte pour les populations en situation de précarité économique forte ou de handicap, inquiétude qui ne doit pas être confondue avec une hostilité face à l'euro lui-même. Ceci explique la mise en place d'un programme « Tous prêts pour l'euro », soutenu par le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie et la Caisse des dépôts et consignations, déclinaison

nationale des programmes « Euro facile » à destination des populations à faible revenu, connaissant généralement une forte angoisse pour « joindre les deux bouts » afin, à travers la formation de médiateurs (travailleurs sociaux et bénévoles d'association), de les informer sur ce passage à l'euro et de faire baisser leur forte inquiétude et leur peur de ne pas s'y retrouver dans ce nouvel espace de prix, et en conséquence de « se faire avoir ».

- 46 La gestion des budgets familiaux permet d'observer une certaine planification des dépenses, dont certaines sont permanentes comme le paiement des loyers, des factures d'eau et d'électricité, de la nourriture notamment, alors que certaines dépenses occasionnelles permettent de « faire une bonne affaire ». Une norme essentielle en matière monétaire est pour le consommateur l'échelle de grandeur de ses dépenses et donc de celles-ci en proportion de ses revenus. C'est ainsi que s'établit l'équilibre souvent précaire entre dépenses et recettes. On peut ici rappeler le fait que les différentes catégories de consommateurs se font une idée de la hiérarchie des prix, une image de ce qui est cher et de ce qui l'est relativement moins, en mémorisant une gamme de prix de biens et de services tout à la fois limitée – le prix de vingt à cinquante biens ou services sans doute – et différente quant aux prix retenus comme référents selon les modes de vie des divers milieux sociaux et culturels, les sexes et les tranches d'âge. Ce qui est vrai des consommateurs l'est aussi bien évidemment des commerçants et des publicitaires qui ont dû redéfinir pour chaque prix les seuils psychologiques de prix en euro de chaque type de produits et services. De la même façon les travailleurs sociaux qui contrôlent les budgets des personnes en situation de forte précarité doivent réapprendre les niveaux normaux de dépense exprimés en euro pour réagir rapidement face aux dépenses des ménages qu'ils contrôlent.
- 47 Rappelons ici aussi que la connaissance plus étendue et plus forte par les femmes des prix des biens de consommation courante, qui s'explique par leurs pratiques plus fréquentes des courses, éclaire une facette de leur opposition plus forte (ou leur moindre adhésion politique) à l'euro : le changement monétaire entraîne une perte considérable de leur savoir-faire dans la gestion quotidienne des budgets familiaux.

Payer en euro et compter en franc

- 48 Lors des opérations de test, il est surprenant de voir des personnes qui savent donner le bon billet pour un certain niveau de dépenses en franc se révéler incapables de le faire, même quand on leur indique la valeur des billets en euro (10 euro, 20 euro, etc.). Ils ont de la difficulté à réduire deux pièces de cinquante centimes d'euro à un euro. En fait, il apparaît que ces personnes ne comptent pas (120 francs = 100 plus 20) mais agissent par habitude et routine construite de longue date : elles savent par expérience qu'il faut donner un billet de 200 francs pour régler une dépense de 120 francs et qu'un billet de 100 francs suffit pour régler 80 francs. Ils pensent donc qu'une solution sera de donner « un gros billet », avec le risque de « se faire avoir » si le rendu de monnaie est inexact. La préparation du passage à l'euro sous forme d'usage de pièces et de billets est donc beaucoup plus longue et complexe qu'une simple reconnaissance des pièces et des billets en euro. Il s'agit de créer des automatismes dans les règlements manuels, d'autant plus importants lorsque l'on sait qu'au moins un tiers des bénéficiaires de minima sociaux et populations en très forte précarité économique et sociale règlent toutes leurs dépenses en liquide.

3. L'euro, boîte de Pandore

- 49 Les sondages qui ont été publiés en janvier 2002 sur le passage à l'euro révèlent un taux de satisfaction très élevé parmi les consommateurs sur les conditions de la transition à l'euro. Compte tenu de l'économisme prévalant et de l'appréhension essentiellement pratique de l'euro, cela signifie que les populations n'ont pas rencontré de difficultés majeures. Les vastes campagnes d'information, les opérations de préparation au changement par des médiateurs ou relais d'information, qui ont été menées en particulier en les ciblant en direction de publics particuliers (personnes âgées, en situation de précarité économique, handicapés, prisonniers, etc.) et surtout l'expression largement diffusée dans la presse des craintes face aux difficultés anticipées de la transition durant les mois et les semaines qui ont précédé l'introduction des pièces et billets, ont permis de conjurer le sort et de faire accepter les dysfonctionnements inévitables dans un changement de cette ampleur. Ceux-ci étaient d'autant plus acceptés qu'ils étaient anticipés.
- 50 Cependant, rien n'est dit sur le degré de connaissance effective des nouvelles échelles de prix et des nouveaux instruments de paiement ainsi que sur les taux d'erreur dans les rendus de monnaie selon les différents secteurs d'activité. Or, ces éléments seraient des indicateurs plus effectifs de l'intégration de l'euro dans les pratiques quotidiennes que ne le sont les données relatives à la vitesse de disparition des moyens de paiement en anciennes monnaies nationales.
- 51 Les sondages sur l'acceptation de l'euro peuvent en effet être faussés par la crainte pour les sondés d'apparaître incapables de s'adapter au changement et en quelque sorte en retard d'une génération. Il semble par exemple que bien peu de consommateurs vérifient le rendu de monnaie. La rapidité de la disparition des paiements avec les anciens billets et pièces peut être comprise comme un souci des consommateurs d'apprendre les nouveaux instruments et les nouvelles unités de compte. La très grande majorité de la population ne reconnaît les prix qu'exprimés en ancienne unité monétaire et surestime sans doute largement sa capacité à vivre à brefs délais dans la nouvelle échelle de prix. La diminution que l'on dit importante des revenus dans les professions à pourboire traduit l'ignorance forte que les consommateurs ont de la valeur de l'euro. L'immense effort citoyen d'adaptation, accompli par chacun, tait en partie pour un temps les interrogations sur les raisons et les bénéficiaires de ce changement. Au-delà des problèmes pratiques et quotidiens, d'autres questions émergent toutefois, qui interrogent d'une façon ou d'une autre le pacte social du vivre ensemble.
- 52 Ainsi, une croyance largement partagée s'est établie que le passage à l'euro était pour certaines catégories de commerçants l'occasion d'une « valse des étiquettes ». La publication d'indices mensuels de variations des prix n'a pas suffi pour faire disparaître la croyance à la manipulation des prix. Les pratiques de certaines professions ont alimenté la rumeur.
- 53 Au-delà de cette crainte assez forte d'une hausse des prix, née de la généralisation de cas particuliers, l'interrogation porte en fait sur les gains et les pertes de chacun dans une opération de ce type. Penser que les prix augmentent plus fortement que son propre revenu, c'est penser que le « partage du gâteau » est défavorable à la catégorie sociale à laquelle on appartient. Ainsi le passage à l'euro ravive subrepticement les tensions entre groupes sociaux.

- 54 La presse fait état par exemple en Allemagne d'une forte revendication des syndicats de la métallurgie pour un accroissement conséquent des rémunérations des salariés lors du renouvellement de la convention avec le patronat au premier semestre 2002. En France, l'exemple le plus frappant est celui du secteur de la santé. De nombreuses fractions de la société française ont des causes de mécontentement qui peuvent paraître légitimes : la justice, la gendarmerie, l'éducation nationale tout comme la santé, pour ne prendre que des secteurs qui touchent au plus près à l'Etat. Toutefois, le fait que des mouvements de grève aussi forts parmi les infirmières, les médecins, dentistes, etc. soient apparus dans le temps même de l'introduction des pièces et billets en euro ne nous paraît pas une simple coïncidence. Même si cette cause n'est pas unique et si ces grèves sont la convergence et la résultante de nombreux facteurs (y compris politiques), le changement monétaire y a joué un rôle. Remarquons tout d'abord que la santé en tant qu'élément du dispositif de protection sociale est soumise à l'interrogation montante sur la pérennité des mécanismes actuels de couverture sociale dans le cadre de la mise en concurrence supposée des avantages sociaux par la construction européenne. D'autre part, par ses modes de financement, à la fois public et privé, et du fait des formes complexes de tiers payant, une grande partie des professions de la santé implique un paiement direct de la part des clients-usagers, pour une fraction au moins des services qu'ils reçoivent.
- 55 La santé qui apparaît donc comme un secteur plus exposé à des revendications sociales dans la période est donc en France le premier qui a en quelque sorte craqué. Mais il existe un risque fort d'une propagation rampante ou généralisée de la « fracture » entre groupes sociaux, chaque profession revendiquant une part plus large de la richesse collective. Ces demandes d'un nombre d'euro supplémentaires à recevoir par acte, heure ou mois, ou sous forme de primes n'apparaissent pas comme une nécessité de survie des travailleurs mais comme la contrepartie légitime de ce que chaque groupe prétend représenter dans la société. Or ces luttes qui s'expriment sous forme de revendications de revenu et donc monétaires, plus que sous forme de modifications des conditions de travail et de l'organisation de celui-ci – qui pourraient constituer une réponse plus adaptée à la demande cachée derrière un nombre d'euro – sont exacerbées par le fait que la disparition des anciennes monnaies nationales rend très difficile un raisonnement à travers une monnaie que l'on estime.
- 56 Un autre risque, dans l'hypothèse notamment où les pouvoirs publics cesseraient trop rapidement d'accompagner le passage à l'euro sous prétexte que celui-ci n'a pas en apparence posé de difficultés majeures, est celui de la part des populations européennes d'un refus d'aller plus loin dans la construction européenne. Les grèves et mouvements sociaux que nous avons évoqués sont aussi un test du niveau de décision actuelle (national ou européen ?). Autrement dit il est possible que les populations ayant pour une proportion significative l'impression à terme que l'euro leur a apporté des inconvénients – en particulier parce que le passage aux nouvelles échelles de valeur et de prix sera nécessairement un processus plus long qu'elles n'imaginaient – et que les miracles annoncés d'ordre macroéconomique ou liés à une mobilité qui pour le plus grand nombre ne les concerne pas se sont évanouis dans une conjoncture économique morose, s'opposent sous des formes diverses, notamment lors de leurs votes, aux changements institutionnels nécessaires, en particulier du fait de l'élargissement de l'Union. Nul ne peut donc prédire si l'euro sera seulement le symbole d'une unification partielle essentiellement mercantile ou s'il est instrument potentiel d'une unité encore en cours de construction. La question n'est bien évidemment pas seulement celle de plus

d'intégration mais sous quelles formes, avec quelle intensité et dans quels domaines (politique étrangère, fiscalité, conditions de travail et de protection sociale, uniformisation des formations scolaires, etc.). La réponse ne peut donc qu'être politique et il serait extrêmement dangereux de laisser croire que le passage à l'euro est irréversible.

- 57 L'euro est donc une boîte de Pandore. Toutefois, lorsque s'étaient échappés les maux et les biens de la boîte de Pandore, il ne restait plus au fond que... l'espérance.

Euro et mobilité des populations

- 58 Un argument souvent avancé en faveur de l'introduction de l'euro est d'affirmer que les prix baisseront pour le « consommateur », parce que les commerces des différents pays seront plus en concurrence. L'argument se situe à une échelle macroéconomique et, pour le quotidien vécu à micro-échelle ne vaut que pour les zones frontalières et pour les consommateurs ayant la possibilité matérielle de comparer les prix et de se déplacer ; par exemple ceux des vallées de la Moselle et du Rhin, de la Catalogne espagnole et française, des deux versants du pays basque ou de la région de Gènes et de Nice.
- 59 On peut remarquer que si 9% des habitants de l'Europe des Quinze vivent à moins de 30 kilomètres d'un autre pays de l'Union, ce pourcentage de populations habitant dans une zone située près d'une frontière intra-communautaire est très différent selon les pays : 100% au Luxembourg, 39% au Pays-Bas ou 26% en Belgique, 11% en France et en Allemagne mais 4% seulement en Espagne et 1% en Italie ou au Royaume-Uni. L'argument de la concurrence par les prix à l'étranger peut sans doute difficilement convaincre les habitants de la Bretagne, de la Charente, de la Sicile, de l'Andalousie ou de l'Ecosse, autrement dit de régions excentrées et éloignées des frontières d'un autre pays de l'Union européenne. Sur les quelque cent millions d'opérations de règlement par chèque ou par carte effectuées chaque jour dans la zone euro, seulement quelques centaines de milliers impliquent des opérations transfrontalières.
- 60 Même, dans les zones frontalières il apparaît que l'argument ne touche pas toute la population. Un des éléments les plus étonnants des enquêtes que nous avons menées durant le second semestre 2001 auprès des publics en difficulté dans le Nord est que les populations en situation de précarité économique qui résident à quelques kilomètres de la frontière, par exemple dans l'agglomération lilloise, n'utilisent quasiment jamais les francs belges, ne font jamais leurs courses en Belgique (donc ne comparent jamais les prix et n'ont pas l'habitude de l'usage d'une monnaie autre que le franc français). Comment comprendre et interpréter cette habitude quasi exclusive de l'usage du franc français à quelques kilomètres d'une frontière ?
- 61 Les populations en situation de forte précarité économique et sociale évoquent :
- le coût et la difficulté des transports (une des raisons pour lesquelles les Français s'approvisionnent en Belgique est par exemple le coût inférieur des carburants, argument qui ne peut pas jouer comme motif de déplacement pour ceux qui n'ont pas un véhicule à leur disposition),
 - les habitudes qu'ils ont de faire leurs achats dans un commerce qu'ils estiment moins chers que les autres. Ils font confiance à un commerçant et, dans un petit supermarché, ont des rapports privilégiés avec un/e caissier/ère. Les directeurs de ces établissements opèrent d'ailleurs régulièrement des vérifications des tickets de caisse pour constater que la caissière ne fait pas de cadeaux à certains clients. Il arrive que ces personnes, lorsqu'elles

déménagent, retournent, quand c'est possible, dans leur commerce « préféré ». C'est en particulier le cas des personnes ayant des difficultés pour compter : elles achètent toujours les mêmes produits et savent ainsi quel type de billets ou de pièces elles doivent remettre et sur lesquels de la monnaie leur sera rendue.

Conclusion

- 62 Au cours des enquêtes que nous avons menées durant le second semestre 2001 sur la préparation en France au passage à l'euro, nous avons demandé à de nombreuses personnes s'il leur était arrivé de rêver à l'euro. Cathy, assistante sociale dans un centre médico-social départemental de l'Hérault, qui, par ailleurs ne manifestait ni crainte ni attente particulière par rapport à la monnaie nouvelle, a accepté de révéler ce rêve.

J'avais suivi une formation euro en juin, nous a-t-elle dit. Mon rêve. C'était juste au retour de mes vacances fin juillet au moment de la reprise de mon travail. Je payais en francs à la caisse. Je voyais une caisse enregistreuse, une vieille machine, avec de grosses touches. Et quand le commerçant qui était derrière m'a rendu la monnaie en euro, je me suis dit : ah! ils s'y sont enfin mis.

- 63 Cathy pouvait ainsi avant l'heure rassurer ceux qui angoissaient à l'idée de ce passage. Toutefois, la transition n'est pas aussi simple que le geste symbolique de ce passage d'un paiement effectué en francs à un rendu de monnaie en euro. La satisfaction rapidement exprimée par les autorités publiques quant au basculement des anciennes monnaies nationales à l'euro ne doit pas masquer la capacité qu'auront celles-ci de perdurer sous forme d'unités de compte. L'événement qu'a constitué l'introduction de l'euro est aussi à vaste échelle la manifestation de la distinction essentielle d'un point de vue théorique entre unité de compte et moyen de paiement : il est tout à fait possible de continuer à compter en franc par exemple pour apprécier certaines dépenses tout en payant en euro.

- 64 Bien évidemment on peut penser que très rapidement les consommateurs connaîtront en euro le prix de certains achats courants (pain, café, lait, certains légumes, tickets de transport, litre d'essence, journal, etc.), chacun ayant une référence plus ou moins large et diversifiée, selon son mode de vie et de consommation. C'est sur cette base même que la génération qui entre en cours préparatoire va apprendre à estimer l'ensemble de l'échelle des prix dans la seule unité euro et perdra, si ce n'est pour dialoguer avec certains de ses aînés, le sens des prix exprimés dans les anciennes monnaies nationales. Toutefois, l'absence de limite légale au double affichage peut permettre le maintien comme unité de compte de l'ancienne monnaie pendant une période assez longue, par exemple pour le prix des automobiles, des vêtements, de l'immobilier, etc. Il est significatif qu'en France selon les milieux sociaux et les tranches d'âge l'usage des « anciens francs » se fasse à partir de niveaux différents : pour les uns à partir de mille francs/cent mille francs, pour d'autres le prix d'une voiture et pour certains le prix d'un appartement ; généralement seules les tranches d'âge nées après 1956, ou les personnes arrivées en France depuis la fin des années cinquante ainsi que celles gérant des budgets très élevés dans un cadre professionnel pensent toutes les valeurs en francs actuels (la plupart des personnes perdent au-delà d'un certain seuil l'échelle de grandeur d'un prix ; plusieurs millions ou plusieurs milliards, « ça ne parle plus »). On observe de plus une différence entre des usages privés de l'ancien franc (dans les relations familiales notamment et dans les dialectes locaux qui conservent aussi des mesures d'Ancien Régime telles que les journaux pour la terre, les barriques pour le vin, etc.). Un certain

nombre de personnes âgées justifient le recours aux « anciens francs » comme unités de compte par le fait qu'ainsi elles ont l'impression d'être plus riches : « un million, disent-elles, c'est quelque chose ; dix mille francs, c'est rien du tout » ; alors que pour des jeunes de banlieues : « les anciens francs, ça gonfle les poches ». De ce point de vue, l'euro... « ça les dégonfle ». Dans un univers monétaire en euro, l'usage d'un compte en francs donnera aussi par rapport à l'euro une impression de richesse, sur laquelle il sera possible de jouer, en raisonnant sur l'équivalence 150 euro égalent 1 000 francs ou sur la base de la pièce de 20 centimes d'euro (qui présente des caractéristiques physiques très différentes de celles de toutes les autres pièces) ramenée à la valeur de celle d'un franc.

- 65 Cette mémoire de la conservation des anciens francs risque d'être trompeuse. La conversion du franc français en nouveau franc (1960) est la référence principale en France, pays où près de quarante ans plus tard un grand nombre de personnes évaluent encore en « anciens francs », notamment les sommes dépassant le million de centimes. Or, un rapport de un à cent (cas du passage des anciens aux nouveaux francs) est beaucoup plus facilement réalisable qu'une multiplication approximative par 6,5 par exemple, ou une équivalence du type 15 euro = 100, 150 = 1 000, etc., sauf à recourir sans cesse à une calculatrice ou une table, à la manière de Voltaire qui disait qu'il ne pouvait pas acheter ou vendre en livres, sous et deniers sans le secours de son barème, ce que peut jouer le rôle du double affichage. Si le double affichage (à la suite notamment d'une demande forte des consommateurs) est maintenu pour une gamme plus ou moins étendue de biens et services (l'immobilier, les voitures, les vêtements et les chaussures par exemple), les Français retrouveront pour le temps d'une génération, voire plus, la distinction entre compte (en francs) et paiement (en euro), tout comme jusqu'à la fin du XVIII^e siècle ils comptaient en livres, sous et deniers et réglaient leurs dettes avec des pièces aux dénominations et valeurs très variées ; l'usage de compte en sous pour de petites dépenses a perduré jusque dans les années 1960 dans certains milieux sociaux. Jusqu'à la Restauration au moins les Français se servaient de tables leur permettant de convertir les francs, nouvelle monnaie depuis la Révolution, dans les anciennes pièces dont certaines circulaient encore ; les mesures d'Ancien Régime n'ont été remplacées par le nouveau système décimal que sous la Monarchie de Juillet à la suite d'interventions fortes de l'Etat pour faire détruire les anciens instruments de mesure. De nombreux Anglais ont évalué certains produits, comme les vêtements, en guinées jusque dans les années soixante alors que ces pièces avaient disparu depuis plus d'un siècle et demi. Les anciennes monnaies nationales peuvent donc de façon limitée avoir dans la mémoire populaire une vie bien plus longue que ne l'ont imaginé les autorités publiques, sans que cela n'exprime une contestation politique ; ce sera simplement une façon de vivre le blé, le flouze et la thune en toute intimité.

BIBLIOGRAPHIE

AGLIETTA M., ORLEAN A. (dir), 1998. *La monnaie souveraine*. Paris, Odile Jacob.

ANZIEU D., 1974. « Le dehors et le dedans. Le Moi-peau », *Nouvelle revue de psychanalyse*, 9 (printemps). Paris, Odile Jacob.

BERNOUX Ph., SERVET J.-M. (dir) 1997. *La construction sociale de la confiance*. Paris, AEF/Montchrestien.

BIROUSTE J., 1997. « Aspects psychologiques du passage à l'euro ». Rapport d'expertise pour le groupe Euro du Comité consommateurs, Commission européenne, DG XXIV (déc.). Nanterre, université Paris X.

BLANC J., 2001. *Les monnaies parallèles*. Paris, L'Harmattan.

CUILLERAI M., 2001. *La communauté monétaire*. Paris, L'Harmattan.

SERVET J.-M., 1998. *L'euro au quotidien, une question de confiance*. Préface d'Emma Bonino. Paris, Desclée de Brouwer (coll. Sociologie économique).

SERVET J.-M. (dir), 1999. *Une économie sans argent, les systèmes d'échange local*. Paris, Le Seuil.

SERVET J.-M., MAUCOURANT J. & TIRAN A. (dir), 1998. *La modernité de Karl Polanyi*. Paris, L'Harmattan (coll. Logiques sociales).

NOTES

1. Cet article s'appuie en particulier sur les enquêtes que nous avons pu mener en collaboration avec Gilles Mallandrin (Centre Walras) dans le cadre de l'expertise du programme « Tous prêts pour l'euro » soutenu principalement par la Caisse des dépôts et consignations et le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie et coordonné par Geneviève Yachvitz (CDC) et Véronique Bénard (MINEFI). Le programme avait pour objectif à travers la formation de 20 000 relais (travailleurs sociaux et bénévoles) de toucher 2 millions de personnes. Nous remercions tous les collaborateurs de ce programme, les médiateurs formés et les personnes formées pour les moments de travail et de sympathie partagés. Certains éléments de cette contribution ont été présentés lors d'une table ronde dans le cadre du colloque « Les métamorphoses de l'argent » à la BPI du Centre Pompidou le 2 février 2002. Nous remercions nos amis Jacques Birouste et Thierry Vissol pour leurs premières réactions.
2. Union politique différente donc des traités strictement monétaires entre la Belgique, la France, la Bulgarie, la Grèce, l'Italie et la Suisse, ayant constitué l'Union latine entre 1865 et 1914.
3. Voir l'analyse que nous avons donnée de ces transformations pour l'Afrique subsaharienne au XIXe et XXe siècles dans une contribution à Aglietta, Orléan (1998).
4. Le passage du cruzeiro au real au Brésil en 1994 couvrait un espace plus large, mais ne concernait qu'une seule monnaie dans un espace moins peuplé.
5. Nous avons développé l'analyse des modes de construction de la confiance dans *La construction sociale de la confiance* et dans *L'euro au quotidien, une question de confiance*.
6. Sur le concept d'institution monétaire de la société, voir Servet, Maucourant, Tiran (1998).
7. Sur cette question, voir les analyses de Bruno Théret, en particulier dans *La monnaie souveraine*.
8. La période de fin d'année est celle où la quantité de pièces et de billets est la plus importante et où le personnel intérimaire dans les commerces est le plus nombreux, en raison des fêtes. D'où le besoin d'une quantité de monnaie supplémentaire et d'une formation de personnel qui ne reste pas dans les établissements ensuite.
9. Sur ce thème on lira avec intérêt Cuilleraï (2001).
10. Le phénomène a été accentué par la dépense des « bas de laine » ou du « matelas » visible avec la multiplication de petits achats avec des billets de 500 francs, dont le rendu sous forme d'euro était aussitôt stocké.

11. Lors des opérations de formation « Tous prêts pour l'euro », de nombreux bénévoles et travailleurs sociaux ont totalement laissé de côté les éléments d'information politique, civique et historique sur la construction européenne. Il apparaît ici, à partir de l'intérêt porté par ceux qui ont bénéficié de cette dimension du programme, que le rejet de cet aspect en quelque sorte idéologique par rapport à des aspects plus pratiques correspond davantage à l'imaginaire qu'un grand nombre de travailleurs sociaux et de bénévoles ont de la conscience politique des « exclus » que de refus d'information manifesté par ceux-ci. De nombreux relais ont aussi, malgré la formation acquise lors des deux journées, une ignorance de la construction européenne qu'ils craignent de révéler en exposant celle-ci. Cela leur paraît d'autant moins nécessaire, que pour nombre des personnes avec lesquelles les relais sont en contact, « l'euro est une fatalité, ils ne se demandent pas pourquoi l'euro ». Nous n'avons pas relevé parmi les populations en situation de forte précarité économique un degré d'hostilité à l'euro plus fort que parmi les relais formés.

12. Alors que la marge d'erreur est habituellement de 0,01% pour une marge bénéficiaire de 1% (*Le Monde*, 2 novembre 2001 : 14).

13. *Le Monde*, 27 mars 2001 : 20.

14. Ces personnes savent par habitude quel billet il faut donner pour régler une dépense de quarante-deux francs ou de soixante-deux francs par exemple, mais en fait elles ne comptent pas et agissent selon des automatismes de paiement. Voir encadré « Payer en euro et compter en franc ».

RÉSUMÉS

Si l'argent est au cœur tant de l'intime que du collectif et est un élément essentiel des attachements de l'individuel au collectif, rien d'étonnant que l'introduction de l'euro puisse être porteuse d'inquiétudes et de promesses, et de tensions contradictoires entre ce qui est espéré ou redouté, chacun étant, par les contraintes de sa situation particulière et de son vécu immédiat et passé, porteur d'un degré différent d'inquiétudes et d'espairs. Le moi, le rapport aux autres et le rapport au collectif sont interpellés par un changement monétaire.

L'article part du macrocosme, la face politique de l'euro, pour aboutir au microcosme, les relations intimes de chacun dans sa gestion du quotidien et dans son rapport aux autres à travers ses échanges monétaires. Toutefois, à chacun des niveaux la démarche est essentiellement fondée sur une approche à micro-échelle du changement. Il faut comprendre les représentations de la totalité monétaire (ou son absence) et fixer le cadre général de la souveraineté monétaire, pour interpréter gestes avec et paroles sur l'euro, devenu en quelques heures pour certains, quelques jours pour d'autres, la monnaie de paiement, si ce n'est encore de compte, de tous les jours.

If money is as much at the heart of private as of collective life and is an essential aspect of the attachment of the individual to the collective, it is not surprising that the introduction of the euro carried with it anxieties and promises, and contradictory tensions between hoped-for and feared outcomes. Each person was the bearer to a different degree of anxieties and hopes, in the light of their specific situation and their current and past experiences. The self, the relationship to others and to the collective are interpellated by monetary change.

This article starts from the macrocosm, the political aspect of the euro, to arrive at the microcosm, the intimate relations which everyone has in their management of everyday life and their relationship with others through monetary exchanges. However, at each level the approach

is essentially based on a micro-scale perspective on change. It is necessary to understand representations of currency (or its absence) in their totality and determine the general framework of monetary sovereignty, in order to interpret actions with and words about the euro, which in several hours for some and several days for others became the everyday currency of payment if not of calculation.

INDEX

Keywords : decentralisation, economism, Euro, State, subsidiarity

Mots-clés : décentralisation, ékonomisme, État, Euro, subsidiarité

AUTEUR

JEAN-MICHEL G. SERVET

IRD-Institut français de Pondichéry (Université Lyon II-Centre Walras)